

Crise grecque : l'Europe kidnappée

02 août 2015 | Par [christian salmon](#) - mediapart

Ce sont les moments historiques qui constituent l'Europe bien plus que les traités. Et la réponse de Bruxelles au "non" grec sorti des urnes le 5 juillet 2015 signe la faillite morale de l'Europe. L'euro est apparu non pas comme un instrument d'échange entre Européens, mais comme un totem au nom duquel on pouvait sacrifier les peuples. Au-delà d'une crise financière, c'est un séisme politique.

La crise grecque réactive une question récurrente qui hante la construction européenne. Qu'est-ce que l'idée européenne? Dans *l'Art du roman* (Gallimard, 1986), Milan Kundera y répondait à sa manière ironique et paradoxale : « *Européen : celui qui a la nostalgie de l'Europe* ». L'Europe est-elle une chose du passé ? Le projet d'union économique monétaire n'est-il pas la caricature d'une Europe qui se survit à elle-même et qui poursuit sa route au delà de sa propre histoire à l'état de spectre ou de zombie ?

À l'automne 1956, alors que l'armée russe entrait dans Budapest, le directeur de l'agence de presse de Hongrie, quelques minutes avant que son bureau fut écrasé par l'artillerie, envoya par télex dans le monde entier un message désespéré qui se terminait par ces mots : « *Nous mourrons pour la Hongrie et pour l'Europe.* » Cet épisode de l'insurrection hongroise m'est revenu en mémoire le 3 juillet dernier à Athènes, deux jours avant le référendum grec, dans le bureau de Kostas Arvanitis, le directeur de la radio Sto Kokkino. Bien sûr aucun char n'encerclait le bâtiment de la radio – les banques ayant remplacé les tanks –, mais en ce mois de juillet 2015, le directeur de la radio pro-Syriza parlait le même langage que le directeur de l'agence de presse de Hongrie à l'automne 1956. Il ne parlait pas seulement de la dette ou de la Troïka, il parlait d'Europe, de l'Europe des lumières et de la France « *qui a toujours été à nos côtés lorsque nous combattions la dictature* » et il se sentait trahi. « *Ici à Athènes, nous avons des statues des philosophes de l'époque des Lumières car c'est à eux que nous devons l'idée d'un État grec indépendant. Aujourd'hui, nous nous sentons abandonnés par l'Europe. Pire, l'Europe est devenu notre ennemie. Elle mène contre nous une guerre financière qui a pour but de nous rayer de la carte de l'Europe. Désormais la chanson de Gavroche résonne amèrement à nos oreilles.* » Et d'en murmurer en grec les paroles : « *Si je suis tombé par terre, c'est la faute à Voltaire. Le nez dans le ruisseau, c'est la faute à Rousseau...* »

De retour à Paris, je me suis souvenu que j'avais lu l'histoire du directeur de l'agence de presse de Hongrie dans un article de Milan Kundera publié en 1983 par la revue *Le Débat*. Dans cet article intitulé « Un Occident kidnappé ou la tragédie de l'Europe centrale », Kundera s'élevait contre la coupure artificielle de l'Europe en deux, qui avait eu pour effet de déporter à l'est de l'Europe la mosaïque de petites nations situées géographiquement au centre, culturellement à l'ouest et politiquement à l'est, et qui se sont trouvées de ce fait projetées en dehors de leur propre histoire. « *Une petite nation, écrivait Kundera, est celle dont l'existence peut être à n'importe quel moment mise en question, qui peut disparaître, et qui le sait.* » Ce que ces petites nations avaient de commun, ce n'était donc ni une identité ni une langue, mais une expérience de la faiblesse face aux grands empires qui les entouraient. Non pas une appartenance exclusive, mais une expérience semblable de leur fragilité et de leur existence problématique, expérience que reflétaient les grands romans centre-européens. Ce sont en effet les petites nations confrontées aux grands empires qui sont plus que d'autres contraintes de problématiser leur existence collective. C'est pourquoi les questions de la

souveraineté de l'État et du sujet, du rapport à l'Autre, à la langue, à l'Histoire, toutes les grandes questions philosophiques du XX^e siècle examinées par la linguistique, la psychanalyse et les romans de Musil, de Broch, de Kafka ont trouvé en Europe centrale leur terrain d'élection.

Au prisme de l'Europe centrale, l'Europe apparaissait soudain non pas comme un empire continental en voie de consolidation et d'unification, ni même comme une structure fédérale appelée à absorber progressivement les États qui la composent mais comme une zone sismique où s'affrontaient deux manières de « faire Europe », la manière « impériale » par l'unification forcée, l'imposition des règles et l'harmonisation des normes, la manière « rétive », celle des peuples qui depuis le XIX^e siècle se sont soulevés contre cette volonté de domination et d'assimilation et l'ont mise en échec. Situation instable et paradoxale qui explique pourquoi les contradictions européennes se sont concentrées là depuis l'après-guerre : la révolte hongroise en 1956, le printemps de Prague et l'occupation de la Tchécoslovaquie en 1968, les révoltes polonaises en 1956, 1968, 1970 et celle des années 1980... « *une chaîne de révoltes profondément démocratiques, écrites par Kundera, portées par le peuple tout entier* » et se heurtant à des régimes politiques soutenus par l'Union soviétique qui les ont étouffées une à une, avant d'en subir l'effet de ressac en 1989 lorsqu'elles se synchronisèrent pour mettre à bas le mur de Berlin.

Ce sont ces moments historiques qui « constituent » l'Europe bien plus que ces traités. Mais comment les reconnaître ? « Couvrir les événements », comme disent les journalistes, c'est justement ce qui devient problématique quand les événements débordent de leur lit et bousculent toutes nos capacités d'analyse et de prévision. Rien n'est plus difficile que d'être « présent » quand l'Histoire s'accélère et que le temps est hors de ses gonds. L'intelligence tactique est prise en défaut. L'Histoire tourne le dos à la chronologie et surtout, les signes de ce qui est en train d'arriver se mettent à diverger. Cet excès des événements sur les scénarios écrits d'avance, c'est la signature de l'Histoire en train de s'écrire. C'est la revanche de l'histoire des peuples sur le storytelling des pouvoirs...

Le « coup d'État financier »

J'ai passé dix jours à Athènes, « envoyé spécial » dans une ville en état de siège médiatique suspendu aux résultats d'un référendum dont il n'y avait rien à attendre, pour peu qu'on connaisse la situation désespérée des finances grecques. Rien, sinon l'expression intraitable d'un désir de liberté. Les événements se bouscuaient, se contredisant entre eux, déjouant les interprétations, ridiculisant les envoyés spéciaux et les reporters des TV du monde massés autour des distributeurs de billets, traquant les retraités à l'abord des banques, se filmant ou se photographiant eux-mêmes pour faire nombre, mimer des files d'attente de déposants désespérés, dans une sorte de selfie involontaire et de parodie dérisoire du malheur.

C'est ce reporter de CNN agitant en hurlant des liasses de billets d'euros pour rameuter les curieux autour des distributeurs. C'est cette photo d'un vieillard, victime du tremblement de terre en Turquie de 1999, exhumée des ruines pour témoigner de la misère des retraités victimes de la politique désastreuse de Syriza, ce sont les reporters des chaînes privées de télévision détenues par les barons du pétrole et de la construction (les Bouygues et les Vivendi locaux) qui, pour la première fois, chroniquaient la misère sociale prétendument créée en cinq mois par le gouvernement d'Alexis Tsipras. Ce sont les patrons qui retenaient les salaires depuis l'élection de Syriza et qui promettaient de les verser dès le lundi suivant le référendum si le "oui" l'emportait. Ce sont des rumeurs qui se répandaient comme une traînée de poudre,

aussitôt éventées et suivies de près par une autre rumeur tout aussi fantaisiste. C'est ce compte à rebours en haut des écrans TV, qui déroulait les minutes séparant la Grèce de la faillite si les Grecs votaient "non" !

C'est enfin ce haut fonctionnaire du ministère de l'économie, épuisé et désespéré après cinq mois de guérilla avec la Troïka (soudain le mot revenait dans sa bouche, sans doute plus conforme à la réalité que l'euphémisme des « institutions »), qui [nous confiait en off sa frustration et son désespoir](#) devant l'asphyxie financière et le gel des liquidités organisés au plus niveau de l'Union européenne. Une politique d'étouffement progressif, qui s'est radicalisée après l'annonce du référendum. Jusqu'à pousser la Banque centrale européenne, garante de la stabilité de la monnaie commune, à encourager la panique bancaire et la fuite des capitaux pour vider le pays de ses réserves et provoquer une hémorragie de liquidités, obligeant le gouvernement grec à fermer les banques et à instaurer le contrôle des capitaux.

Ce que racontait notre *insider*, c'était l'histoire d'un « hold-up » à l'échelle d'un pays tout entier. Alexis Tsipras parlera quelques jours plus tard de « braqueurs » pour désigner les institutions de la Troïka. Bien sûr, rien ne s'était passé comme prévu. [Le braquage initial prévoyait de s'emparer avec la complicité des élites grecques des biens publics de la Grèce](#), ses routes et ses autoroutes, ses ports et ses aéroports, la compagnie de distribution d'eau d'Athènes, celle de Thessalonique, l'exploitation des chemins de fer, les aéroports régionaux, les compagnies de gaz et d'électricité, des sites fonciers, de nombreux bâtiments ministériels et bien d'autres choses encore pour un montant total estimé à 50 milliards... Et ce plan de privatisation forcée avait connu un début de réalisation sous les divers gouvernements (Panpandreou, Samaras...).

Mais avec l'élection de Syriza, le projet de casse avait mal tourné. Les victimes faisaient de la résistance. Elles ne voulaient pas se laisser détrousser sans combattre. D'interminables négociations pour laisser passer les hommes en noir de la Troïka, des querelles sémantiques sur le nom qu'il convenait de donner aux pilliers de la Grèce, des conflits d'interprétation sur le sens à donner au pillage. Bref, le « hold-up » faisait débat. Les « victimes du vol » s'estimaient lésées, et posaient des conditions aux « voleurs » sur le montant du pillage qu'elles étaient prêtes à accepter. Les négociations traînaient en longueur. A-t-on jamais vu un braquage soumis à référendum ? C'est pourtant ce que firent les Grecs. Leur chef rebelle en appela au peuple.

Toute la semaine qui précéda le référendum, les sondages décrivaient l'envolée du "oui". Syriza semblait déjà avoir intériorisé la défaite. Un Tsipras épuisé semblait prêt à mourir sur la barricade du temps...

La large victoire du "non" au soir du 5 juillet fut une énorme surprise et fit souffler sur Athènes un vent d'euphorie. Rien n'est plus aveugle qu'une foule enthousiaste. L'enthousiasme des Grecs allait se heurter à l'intransigeance des créanciers. La nervosité était à son comble. Cela n'avait que trop duré. On convoqua à Bruxelles le chef rebelle tout auréolé de sa victoire et, un revolver sur la tempe selon l'expression imagée employée par les médias, on le somma de signer. Cette fois, le hold-up tournait à la prise d'otages : celle du gouvernement grec, élu six mois auparavant pour mettre un terme au hold-up de la Troïka et de ses hommes en noir, celle du parlement grec réduit à une chambre d'enregistrement chargée de voter sur-le-champ contre la volonté et le mandat de ses députés des textes rédigés à Bruxelles sans même avoir le temps de les lire. Et c'est là que le hold-up a changé de nature. Ce n'était plus seulement un acte de rapine inspiré par la voracité « naturelle » des marchés.

C'était [un « coup d'État financier »](#), annoncé par Martine Orange dans Mediapart dès le 5 février 2015.

Le « monstre » de Bruxelles

À la déclaration d'indépendance de la Grèce, l'Union européenne répondait par l'occupation coloniale. Un acte de guerre, dira Yanis Varoufakis. Les auteurs du hold-up, dans leur violence irréfléchie, dans leur acharnement à humilier un adversaire affaibli, ont brisé même l'icône au nom de laquelle ils prétendaient agir. L'euro est apparu soudain non pas comme un instrument d'échange entre Européens, mais comme un totem au nom duquel on pouvait sacrifier les peuples. Non pas comme le symbole d'une union encore en gestation, mais comme un instrument de puissance aux mains d'un empire. Une monnaie commune ? Non, un joug ! Jamais l'euro, censé protéger ses membres contre la spéculation et les fluctuations erratiques des monnaies nationales, ne s'était transformé en arme contre un gouvernement démocratique. Jamais l'Eurozone, créée pour offrir une zone de stabilité et de solidarité à ses membres, ne s'était révélée un tel piège en retournant contre l'un de ses membres l'arme de la souveraineté monétaire que celui-ci venait de lui céder. C'était un hold-up de l'idée même au nom de laquelle les ravisseurs prétendaient agir et qui leur donnait un semblant de légitimité.

Jürgen Habermas a eu raison de dénoncer la réduction du débat entre États membres de l'Union européenne à une confrontation créanciers-débiteurs, comme s'il s'agissait d'une procédure privée de faillite. Mais un pas de plus avait été franchi. Ce n'était plus seulement la relation « créancier-débiteur » qui présidait aux rapports de la Grèce et de l'Union, mais la discrimination de l'ami et de l'ennemi chère à Carl Schmitt, qui essentialise la politique dans sa forme la plus dure : celle du *polemos*. La délibération démocratique devait s'effacer devant la construction d'un « ennemi ». La recherche d'un compromis acceptable cédait le pas à la volonté d'un sacrifice exemplaire.

Jamais l'Union, sans doute imparfaite, n'était apparue comme une organisation aux mains des banques et des marchés financiers. Un voile se déchirait. Le vainqueur n'est plus tout à fait sûr de sa victoire. Il a obtenu gain de cause. Mais il a perdu sa légitimité démocratique. Et si le vaincu n'a pas réussi à faire valoir ses droits, dans son combat, il a démystifié son opposant, que l'essayiste allemand Hans Magnus Enzensberger a qualifié de « *doux monstre de Bruxelles* » dans un essai récent. La crise grecque lui donnait raison. Dans son pamphlet, Enzensberger ne critiquait-il pas le caractère non démocratique de l'Union européenne, son opacité, son langage sclérosé, sa bureaucratie, une bureaucratie qui, sous prétexte d'harmoniser, auraient détruit peu à peu l'idéal qui a présidé à la construction de l'Union et qui selon Enzensberger travaillerait à sa perte ? Selon lui, l'Europe était engagée dans un projet sans précédent : la première forme non violente de gouvernance non démocratique. Ce régime, il le qualifiait de monstre moderne, à la fois « gentil » et géant, ami et ennemi, le « *doux monstre de Bruxelles* ».

Si la crise grecque a confirmé les analyses d'Enzensberger, elle a en revanche fait mentir son titre. Le monstre de Bruxelles n'a rien de doux. Si c'est un géant, il n'a rien d'aimable. Et il n'est pas l'ami de la Grèce mais son ennemi déclaré, acharné à sa perte. Il est féroce, agressif, impitoyable. La crise grecque aura moins servi à ça. Elle a arraché le masque de civilité et de courtoisie de l'Union européenne. Ses marathons nocturnes dont on ne voyait ni le bout ni le sens, ses communiqués incompréhensibles rédigés dans cette langue que de Gaulle qualifiait d'espéranto ou de volapük intégrés, ses décisions sans visage, ne peuvent plus se prévaloir de la bonne volonté qui anime les constructeurs ni de la complexité de la tâche.

Dans sa tribune du *Monde diplomatique*, Yanis Varoufakis raconte les conditions dans lesquelles il a été exclu de la dernière réunion de l'Eurogroupe, le samedi 27 juin, vingt-quatre heures après l'annonce du référendum, au cours de laquelle il a été décidé de déclencher le processus de fermeture des banques grecques. Ayant exigé un avis juridique, il lui fut répondu que l'Eurogroupe n'avait pas d'existence légale, que c'était « *un groupe informel et qu'aucune loi écrite ne limitait l'action de son président* ».

« *Ces mots, commente Varoufakis, ont résonné à mes oreilles comme l'épithète de l'Europe que Konrad Adenauer, Charles de Gaulle, Willy Brandt, François Mitterrand et bien d'autres avaient cherché à créer. D'une Europe que j'avais toujours considérée, depuis l'adolescence, comme ma boussole.* » Et de conclure : « *Cet épisode restera dans l'Histoire comme le moment où les représentants officiels de l'Europe ont utilisé des institutions (l'Eurogroupe, le sommet des chefs d'État de la zone euro) et des méthodes qu'aucun traité ne légitimait pour briser l'idéal d'une union véritablement démocratique. La Grèce a capitulé, mais c'est le projet européen qui a été défait.* »

Quelques mois après la chute du mur de Berlin, dans un article intitulé « L'Europe en ruines », le même Enzensberger faisait le constat suivant : « *Plus notre presque-île se retrouve au centre de la politique et du marché mondial, plus on voit un nouvel européocentrisme gagner du terrain. Déjà, un slogan intervient dans les débats, dont la paternité ne saurait être revendiquée par personne d'autre que Joseph Goebbels : le "bastion européen". Ce qui, autrefois, était entendu d'un point de vue militaire fait aujourd'hui retour comme conception économique et démographique. Cela devrait conduire une Europe en plein boom à se souvenir de l'Europe en ruines dont seules quelques décennies nous séparent.* » Enzensberger dévoilait un paradoxe de la construction européenne. L'unification du marché européen qui place l'Europe au cœur des enjeux de l'économie et de la politique mondiale renforce ces tendances européocentristes à l'égard du reste du monde. Cet européocentrisme se prolonge désormais comme un ombilic au sein même de l'Europe, avec le rôle dominant joué désormais par l'Allemagne et ses satellites au sein d'une Union européenne qui, loin d'être « *a more perfect union* » du préambule de la constitution des États-Unis, s'est révélée dans sa gestion de la crise grecque comme « *la pire union qui puisse exister* ».

Un léviathan supranational

Le sociologue allemand [Wolfgang Streeck a mis en évidence dans un essai brillant](#), *Du temps acheté* (Gallimard), la corrélation entre la construction de l'endettement public et l'étouffement de la démocratie de masse. « *Parallèlement aux avancées du capitalisme réformé néolibéral, la participation des citoyens aux scrutins démocratiques recule de façon continue et parfois dramatique, et avant tout parmi les couches sociales qui auraient dû être les plus intéressées par les prestations étatiques et la redistribution économique étatique imposée du haut vers le bas. Ce fait aide à prendre la mesure de la victoire, écrasante, du capitalisme réformé néolibéral sur le capitalisme qui avait été celui de l'État social démocratique des décennies 1960 et 1970.* »

L'épisode grec ne se limite donc pas aux enjeux d'une renégociation de la dette émaillée d'incidents bien peu diplomatiques, d'humiliations et de chantages : c'est tout à la fois un séisme politique au cœur de l'Europe, une crise financière de l'eurozone, une faillite morale de l'UE qui s'est révélée incapable de remplir sa mission de solidarité à l'égard d'un de ses États membres et un coup d'État financier fomenté par la « Troïka », qui est apparue comme le seul véritable gouvernement de l'eurozone. C'est le premier épisode géopolitique au sein de

l'Europe d'une guerre financière qui ne dit pas son nom et qui oppose, pour la première fois en Europe, non pas des États entre eux, des alliances ou des coalitions, mais un léviathan supranational qu'on a vu surgir pour la première fois dans sa toute-puissance, son autonomie, et son aveuglement face à un État, l'un des plus pauvres d'Europe, féroce attaché à son indépendance et à sa souveraineté. Ce léviathan a kidnappé l'idéal européen.

La construction européenne qui se drape depuis des années dans ses intentions pacifiques, son « humanisme » d'après guerre, ses valeurs de liberté et de démocratie, est apparue dans la gestion de la crise grecque comme un monstre aveugle, liberticide, animé d'une volonté de puissance irrationnelle et autodestructrice. De non démocratiques, les institutions de l'Union européenne se sont révélées « dictatoriales ». D'impuissante et brouillonne, la construction européenne s'est révélée agressive et hégémonique. Ce n'est pas la Grèce qui a été humiliée, c'est la fiction d'une Europe solidaire et démocratique. Nul désormais ne saurait ignorer que l'Union européenne se comporte à l'égard d'un de ses États membres comme un empire à l'égard d'un État vassal, dominé.

Historique, ce moment grec de l'Europe l'est à plus d'un titre. La large victoire du "non" au référendum du 5 juillet y suffirait à elle toute seule et au moins pour trois raisons : 1. Elle exemplifie le refus de l'austérité imposée à tous les Européens depuis cinq ans ; 2. Elle marque le retour du politique dans le débat européen, confisqué par la technocratie et la Troïka ; 3. Elle sanctionne le caractère non démocratique des institutions européennes et de la Troïka, et constitue leur première défaite politique. L'Union européenne s'est révélée comme un piège et un carcan pour les nations du sud de l'Europe. Elle a pris les traits d'un pacte de Varsovie occidental.

La réponse des Grecs à l'ultimatum des créanciers est le premier acte de résistance à la violence intégriste d'une « technocratie » devenue folle, l'événement « voyou » par excellence, selon le mot de Jean Baudrillard à propos du "non" français au référendum de 2005, c'est-à-dire l'expression instinctive qui échappe au calcul économique et à la tactique politique, la voix d'un inconscient collectif qui dépasse les clivages politiques habituels, et qu'il ne suffit pas de qualifier de « populistes » pour s'en débarrasser. *« Car plus s'intensifie la violence intégriste du système, plus il y aura de singularités qui se dresseront contre elle. »* L'ex-ministre des finances grec Yanis Varoufakis l'a bien compris qui, depuis sa démission, a engagé une autre bataille, à la hauteur de ces enjeux historiques, une bataille pour une autre Europe, un autre récit européen.

Ce mois de juillet 2015 restera une date historique, non seulement pour les Grecs mais aussi pour l'Europe qui a connu la première démystification de son histoire récente depuis la chute du mur de Berlin. Que ce soit la Grèce, berceau de la démocratie européenne, qui se soit fait l'agent historique de cette clarification n'est pas la moindre ironie de cette histoire.